CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Entre les soussignés,

1. **L'ETAT –Direction départementale de la protection des populations-**, représenté par M. le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin,

Dénommé ci-après « l'Etat »

D'une part,

2. **LE DEPARTEMENT DU BAS-RHIN**, représenté par le Président du Conseil Départemental agissant en vertu de la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental en date du 29 juin 2015,

Dénommé ci-après « le Département »

D'autre part,

Vu le décret n° 88-477 du 29 avril 1988 relatif aux modalités de transfert aux départements de services ou parties de services des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le décret n° 91-1417 du 31 décembre 1991 relatif au transfert des D.D.A.F. et au transfert des laboratoires vétérinaires ;

Vu la convention bipartite Etat-Département du 18 janvier 1991, relative au transfert du laboratoire vétérinaire ;

Vu la convention bipartite Etat-Département du 31 décembre 1992, relative aux modalités financières de partition des services de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, en application du décret n° 91-1417 du 31 décembre 1991,

Préambule :

Par convention du 31 décembre 1992 et son avenant du 11 décembre 2007 dans le cadre du transfert aux départements de services ou parties de services des directions départementales de l'agriculture et de la forêt et plus particulièrement des laboratoires vétérinaires (décret n° 91-1417 du 31 décembre 1991), le Département a mis à la disposition de l'Etat, des locaux d'une surface de 524 m² au sein de l'immeuble dont il est propriétaire au n° 2 place de l'Abattoir à STRASBOURG et qui abrite le Laboratoire départemental d'analyses (LDA). Les surfaces utilisées par les services de l'Etat ayant été réduites, il est nécessaire de revoir les dispositions de la convention du 31 décembre 1992 et son avenant du 11 décembre 2007, cette remise à plat conduisant à l'abrogation de ces derniers.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Le Département met à la disposition de l'Etat, pour les besoins de la Direction départementale de la protection des populations –DDPP- les locaux de 120 m² se trouvant au 2^{ème} étage (côté gauche du palier) de l'immeuble sis au n° 2 place de l'Abattoir à STRASBOURG conformément au plan joint à la présente convention.

Cette partie de l'immeuble mise à la disposition exclusive de la DDPP correspond à un prorata de 6,9 % des surfaces privatives totales de l'immeuble. La présente convention est accordée personnellement et en exclusivité à l'Etat et ne pourra être rétrocédée par lui.

Cette mise à disposition permet également :

- l'accès aux locaux communs et sanitaires communs
- le maintien du stockage de matériel lourd dans le garage affecté à cet usage
- le stationnement permanent d'une remorque hors gabarit sur le parking commun,
- l'accès et le stationnement de 10 véhicules de service sur le parking commun
- l'utilisation ponctuelle après réservation auprès du LDA, de la salle de réunion.

ARTICLE 2 : Etat des lieux

L'Etat – DDPP- déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état,

L'Etat – DDPP- devra laisser en permanence, les lieux en bon état d'entretien et de propreté. Le Département se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'Etat ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

ARTICLE 3 : Entretien et grosses réparations.

Pour les parties d'immeuble mises à sa disposition exclusive, l'Etat –DDPP- prend à sa charge tous les travaux d'entretien et de grosses réparations incombant au propriétaire. Il ne pourra toutefois entreprendre aucun travail sur les parties de l'immeuble mises à sa disposition sans l'accord préalable du Département.

Pour les parties de l'immeuble d'usage commun, l'Etat contribuera, au prorata du total des surfaces mises à sa disposition à titre exclusif (soit 6,9 %), aux frais d'entretien et de grosses réparations incombant au propriétaire.

Sont considérées comme parties à usage commun, les locaux de circulation et les locaux techniques communs, le clos et le couvert de l'immeuble, les réseaux (eau, assainissement, courants forts et faibles, gaz), les aires de stationnement et les espaces verts.

Les travaux sur les parties communes seront décidés par le Département en sa qualité de propriétaire de l'immeuble après consultation de l'Etat.

ARTICLE 4 : Assurance - recours

L'Etat – DDPP- s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes.

ARTICLE 5 : Loyer et charges

La présente mise à disposition ne comporte pas de loyer compte tenu des activités de service public exercées au sein des locaux mis à disposition.

Toutefois, l'Etat contribuera au prorata du total des surfaces mises à disposition soit à hauteur de 6,9 %, à tous les frais de fonctionnement de l'immeuble : eau, chauffage électricité, frais de maintenance de l'ascenseur, de la chaufferie, des extincteurs des parties communes, frais de gardiennage de l'immeuble et d'entretien des espaces verts, etc...

Il procèdera au versement des sommes dues sur émission par le payeur départemental, d'un titre de recettes annuel établi sur la base des factures acquittées par le Département durant l'année n-1.

ARTICLE 6 : Clés des locaux de la DDPP

Le chef d'établissement des locaux mis à disposition de l'Etat au sein de l'immeuble, sis 2 place de l'Abattoir à Strasbourg, devra disposer d'une clé d'accès aux locaux, objet de la présente convention.

ARTICLE 7 : Entrée en vigueur et effets de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015 **et abroge pour l'avenir la convention du 31 décembre 1992 ainsi que son avenant en date du 11 décembre 2007.**

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à STRASBOURG, le

Fait à STRASBOURG, le

Pour le Département

Pour l'ETAT

Monsieur Frédéric BIERRY
Président du Conseil Départemental du
BAS-RHIN

Monsieur Stéphane BOUILLON
Préfet de la région ALSACE,
Préfet du BAS-RHIN,